ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 22 avril 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal réglant le passage des membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981", amendé par le Premier Ministre le 2 avril 1982, a donné le 10 mai 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, 22e april 1982 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gecoördineerd op 24 november 1981", door de Eerste Minister op 2 april 1982 geamendeerd, heeft de 10e mei 1982 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A l'alinéa 3, il y aurait lieu de viser l'arrêté royal en projet, examiné sous le numéro L. 14.655/2, avec son intitulé exact, et d'écrire :

"Vu l'arrêté royal du ... remplaçant l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

A l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal réglant le passage des membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° nouveau ministère : chacun des ministères visés par l'arrêté royal du ... remplaçant l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions;

b) le 3° est remplacé par la disposition suivante :

"3° transposition d'emplois : création d'emplois dans un nouveau ministère et suppression simultanée des mêmes emplois dans un ministère traditionnel, conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du ... précité".

.../...

Article 2.

Il convient de remplacer les mots "Président de l'Exécutif de la Région bruxelloise"qui prêtent à équivoque par "Ministre de la Région bruxelloise".

Article 3.

Comme l'alinéa abrogé est remplacé par deux nouveaux alinéas, le texte suivant est proposé afin d'éliminer toute ambiguïté dans la phrase liminaire :

"L'article 2, § 3, alinéa 10, du même arrêté est remplacé par les deux alinéas suivants :".

Compte tenu des définitions données à l'article 1er de l'arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981, il serait préférable d'écrire, à l'alinéa 1er en projet, "à l'un des ministères" plutôt qu'"à un des nouveaux ministères".

Au second alinéa en projet, il y a lieu de remplacer l'expression "le Président de l'Exécutif bruxellois" par l'expression "le Ministre de la Région bruxelloise" et de supprimer l'adjectif "nouveau", qui précède les mots "ministère de la Région bruxelloise".

Articles 4 et 5.

a) Les articles 4 et 5 doivent être fusionnés puisqu'ils modifient l'article 4 de l'arrêté royal.

.../...

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :".

b) En ce qui concerne la modification apportée au paragraphe 1er, pour les raisons qui ont été exposées à propos de l'article 1er, § 2, du projet examiné sous le n° L. 14.655/2, il y a lieu de rédiger le nouveau paragraphe comme suit :

"Après avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise, le Roi détermine le siège du ministère de la Région bruxelloise et de ses services".

Au paragraphe 4, alinéa 1er, en projet, l'expression "Le Président de l'Exécutif de la Région bruxelloise" doit être remplacée par l'expression "Le Ministre de la Région bruxelloise".

En ce qui concerne les amendements introduits par le Gouvernement aux articles 4, 5 et 8, la modification obligée du paragraphe 1er et son remplacement par le texte proposé ci-dessus imposent de prévoir que le Roi fixera, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date à partir de laquelle les différents délais commenceront à courir.

Le texte suivant est dès lors proposé pour l'article 4 :

"Article 4.-

A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

.../...

1° le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Après avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise, le Roi détermine le siège du ministère de la Région bruxelloise et de ses services.";

2° le paragraphe 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

"Ils adressent cette demande au Premier Ministre par la voie hiérarchique, dans les trente jours de la date que le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.";

3° au paragraphe 3, les mots "dans les trente jours de la publication de la décision visée au § 1er" sont remplacés par les mots "dans les trente jours de la date visée au paragraphe 2, alinéa 3.";

4° le paragraphe 4, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"Le Ministre de la Région bruxelloise, le Premier Ministre ou le Ministre intéressé peuvent, chacun en ce qui le concerne, décider, dans l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à une demande introduite sur base des paragraphes 2 et 3 par un membre du personnel porteur d'un grade du niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial sont requis.";

5° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots "à dater de la publication visée au § 1er" sont remplacés par les mots "à partir de la date visée au paragraphe 2, alinéa 3".

.../...

Articles 6 et 7 (devenant l'article 5).

a) Les articles 6 et 7 modifient l'article 5 de l'arrêté royal. Ils doivent en conséquence être fusionnés, ainsi qu'il suit :

"Article 5.-

A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1er, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

"Si l'application de l'alinéa 2 est impossible parce que le membre du personnel est titulaire d'un grade particulier qui, après transposition, n'existe plus dans un ministère traditionnel, le Ministre intéressé et, selon le cas, le Premier Ministre ou le Ministre de la Région bruxelloise désignent conjointement, de l'accord du Ministre et du Secrétaire d'Etat qui ont la fonction publique dans leurs attributions, le grade de même rang qui doit être tenu pour équivalent.";

2° le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Le Premier Ministre communique les noms des membres du personnel qui peuvent faire l'objet d'une permutation, en respectant l'ordre des listes précitées, aux Ministres intéressés et au Ministre de la Région bruxelloise. Le Ministre intéressé et, selon le cas, le Premier Ministre ou le Ministre de la Région bruxelloise prennent conjointement l'arrêté des nouvelles affectations".

.../...

Article 8 (devenant l'article 6).

La disposition serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Article 6.-

L'article 6, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Dans les six mois à partir de la date de la décision visée à l'article 4, § 1er, les Ministres dont relèvent les ministères traditionnels, le Premier Ministre et le Ministre de la Région bruxelloise adressent un appel aux membres du personnel. L'article 4, §§ 2 à 4, est applicable aux demandes introduites par ceux-ci".

Article 10 (devenant l'article 8).

L'article 10, alinéa 1er, en projet, doit, pour la clarté, être rédigé comme suit :

"Article 8.-

Aussi longtemps que le ministère de la Région bruxelloise ne dispose pas d'un budget propre, ou que les autres nouveaux ministères ne sont pas transférés à leurs Exécutifs respectifs, le paiement de la rémunération, ainsi que des allocations et des indemnités éventuelles auxquelles a droit le membre du personnel qui est affecté à un nouveau ministère, est effectué par le ministère traditionnel d'origine".

.../...

Article 11 (devenant l'article 9).

Par souci de concordance avec le projet examiné sous le n° L. 14.655/2, il est proposé de remplacer la date du 23 décembre 1981 par celle du 17 décembre 1981.

Par ailleurs, il conviendrait d'écrire :

"Le présent arrêté produit ses effets le ...".

AANHEF.

In het derde lid zou het onder nr L. 14.655/2 onderzochte ontwerp-koninklijk besluit met zijn juiste opschrift moeten worden vermeld als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van ... tot vervanging van het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 1.-

In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gecoördineerd op 24 november 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de tekst onder 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° door nieuw ministerie : elk van de ministeries bedoeld in het koninklijk besluit van ... tot vervanging van het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten;

b) de tekst onder 3° wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"3° door overhevelen van betrekkingen : het oprichten van betrekkingen in een nieuw ministerie en het gelijktijdig afschaffen ervan in een traditioneel ministerie, overeenkomstig artikel 4 van het bovenvermelde koninklijk besluit van ...".

Artikel 2.

De woorden "Voorzitter van de Executieve van het Brusselse Gewest", die verwarring kunnen stichten, vervange men door "Minister van het Brusselse Gewest".

Artikel 3.

Daar het opgeheven lid door twee nieuwe leden wordt vervangen, wordt de volgende tekst voorgesteld ten einde in de inleidende volzin elke dubbelzinnigheid uit te sluiten :

"Artikel 2, § 3, tiende lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende twee leden : ".

Gelet op de begripsomschrijvingen in artikel 1 van het op 24 november 1981 gecoördineerde koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, ware het beter in het ontworpen eerste lid te schrijven "voor een van de ministeries" liever dan "voor een van de nieuwe ministeries".

In het tweede lid van de ontwerp-tekst vervange men de woorden "de Voorzitter van de Brusselse Executieve" door "de Minister van het Brusselse Gewest" en schrappe men het bijvoeglijk naamwoord "nieuwe" vóór de woorden "ministerie van het Brusselse Gewest".

.../...

Artikelen 4 en 5.

a) De artikelen 4 en 5 moeten worden samengevoegd vermits zij beide artikel 4 van het koninklijk besluit wijzigen.

De inleidende volzin leze men als volgt :

"In artikel 4 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ... ".

b) Wat betreft de wijziging aangebracht in paragraaf 1, leze men de nieuwe paragraaf, om de redenen die zijn opgegeven bij artikel 1, § 2, van het onder nr L. 14.655/2 onderzochte ontwerp, als volgt :

"Na advies van de Executieve van het Brusselse Gewest bepaalt de Koning waar de zetel van het ministerie van het Brusselse Gewest en van zijn diensten is".

In de ontworpen paragraaf 4, eerste lid, vervange men de woorden "De Voorzitter van de Executieve van het Brusselse Gewest" door "de Minister van het Brusselse Gewest".

Wat betreft de door de Regering bij de artikelen 4, 5 en 8, ingediende amendementen, zou wegens de noodzakelijke wijziging van paragraaf 1 en de vervanging ervan door de hierboven voorgestelde tekst, moeten worden bepaald dat de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de datum vaststelt waarop de verschillende termijnen ingaan.

Derhalve wordt de hiernavolgende tekst in overweging gegeven voor artikel 4 :

"Artikel 4.-

In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Na advies van de Executieve van het Brusselse Gewest bepaalt de Koning waar de zetel van het ministerie van het Brusselse Gewest en van zijn diensten is.";

2° paragraaf 2, derde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Zij richten die aanvraag langs de hiërarchische weg aan de Eerste Minister, binnen dertig dagen na de datum door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit vastgesteld.";

3° in paragraaf 3, worden de woorden "binnen de dertig dagen na de bekendmaking van de in § 1 bedoelde beslissing" vervangen door "binnen dertig dagen na de in paragraaf 2, derde lid, bedoelde datum";

4° paragraaf 4, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Minister van het Brusselse Gewest, de Eerste Minister of de betrokken Minister kunnen, ieder wat hem betreft, in het belang van de dienst beslissen dat geen gevolg wordt gegeven aan een aanvraag ingediend op grond van de paragrafen 2 of 3 door een personeelslid dat een graad van niveau 1 bekleedt of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma wordt vereist.";

5° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "vanaf de datum van bekendmaking bedoeld in § 1" vervangen door de woorden "vanaf de in paragraaf 2, derde lid, bedoelde datum".

.../...

Artikelen 6 en 7 (die samen artikel 5 worden).

a) De artikelen 6 en 7 wijzigen artikel 5 van het koninklijk besluit. Zij dienen derhalve te worden samengevoegd als volgt :

"Artikel 5.-

In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, vierde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien de toepassing van het tweede lid onmogelijk is omdat het personeelslid titularis is van een bijzondere graad die na de overheveling niet meer voorkomt in een traditioneel ministerie, wijst de betrokken Minister, naar gelang van het geval, samen met de Eerste Minister of samen met de Minister van het Brusselse Gewest, met het akkoord van de Minister en van de Staatssecretaris tot wier bevoegdheid het openbaar ambt behoort, de graad van dezelfde rang aan die gelijkwaardig moet worden geacht.";

2° paragraaf 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In de volgorde van deze lijsten deelt de Eerste Minister de naam van de omwisselbare personeelsleden mede aan de betrokken Ministers en aan de Minister van het Brusselse Gewest. De betrokken Minister neemt, naar gelang van het geval, samen met de Eerste Minister of samen met de Minister van het Brusselse Gewest, het besluit voor de nieuwe aanwijzingen".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

De bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 6.-

Artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Binnen zes maanden vanaf de datum van de in artikel 4, § 1, bedoelde beslissing, richten de Ministers onder wie de traditionele ministeries ressorteren, de Eerste Minister en de Minister van het Brusselse Gewest, een oproep tot de personeelsleden. Artikel 4, §§ 2 tot 4, is van toepassing op de door dezen ingediende aanvragen".

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt).

Het ontworpen artikel 10, eerste lid, leze men duidelijkheidshalve als volgt :

"Artikel 8.-

Zolang het ministerie van het Brusselse Gewest niet over een eigen begroting beschikt of de andere nieuwe ministeries niet zijn overgedragen aan hun onderscheiden Executieven, worden de bezoldiging, alsmede de eventuele toelagen en vergoedingen welke toekomen aan het personeelslid dat voor een nieuw ministerie wordt aangewezen, betaald door het traditioneel ministerie van herkomst".

.../...

Artikel 11 (dat artikel 9 wordt).

Ter wille van de overeenstemming met het ontwerp dat onder nr L. 14.655/2 is onderzocht, wordt voorgesteld de datum van 23 december 1981 te vervangen door die van 17 december 1981.

Voorts schrijve men :

"Dit besluit heeft uitwerking met ingang van ...".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRYCKMANS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRYCKMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.